

## DANS CETTE ÉDITION

Edifier la volonté politique  
et institutionnelle  
pour combattre le  
blanchiment de l'argent  
frauduleux  
-1-

A l'attention des membres  
de la  
GOPAC  
-2-

La conférence sur les  
stratégies d'élaboration  
pour le renforcement des  
mécanismes de lutte contre  
la corruption en matière de  
blanchiment d'argent  
-3-

Le groupe de travail  
mondial contre le  
blanchiment d'argent  
-4-

17ème Assemblée plénière  
du Group Egmont  
-5-

Contactez-nous  
-6-

### Edifier la volonté politique et institutionnelle pour combattre le blanchiment de l'argent frauduleux Hon. Roy Cullen, GOPAC

Le progrès est lent dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent et semble souvent inexistant. Il est difficile, voire impossible, d'évaluer les méfaits de la corruption de façon absolue, et ce, même lorsqu'une telle évaluation est faite par des organisations spécialisées comme Transparency International. Cependant, le Fonds monétaire international a estimé en 1998 que la valeur de l'argent blanchi, y compris le blanchiment d'argent de fonds frauduleux, s'élèverait entre 800 millions de dollars américains et 2 milliards par an. Dans un passé non lointain, Transparency International avait identifié les dix principaux dirigeants politiques les plus corrompus de notre époque, nommant Suharto de l'Indonésie, Abacha du Nigeria, Sesse Seko du Zaïre, Duvalier de Haïti, et Marcos des Philippines. Selon TI, ces dix dirigeants ont détourné une somme totale de 45 milliards de dollars américains, un montant qui aurait pu être utilisé pour créer des écoles et des hôpitaux, pour se procurer des vaccins et aider à réduire la pauvreté dans ces pays.



L'organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) est un réseau international de parlementaires soucieux de promouvoir la bonne gouvernance et de lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent à l'échelle mondiale. La stratégie de la GOPAC en vue de l'instauration de l'intégrité dans la gouvernance est de faire converger volonté politique et savoir-faire pour renforcer l'autonomie d'action des parlementaires dans les pays. La GOPAC est présidée par Dr. Naser Al-Sane du Koweït qui travaille en collaboration étroite avec le secrétariat mondial à Ottawa, Canada. La GOPAC mène la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent sur deux fronts parallèles étant donné que les régimes qui manquent de systèmes de responsabilité et de transparence engendrent souvent le blanchiment de l'argent frauduleux de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur de leurs pays.

Reconnaissant la relation évidente entre le blanchiment de l'argent et la corruption, le groupe de travail de la GOPAC contre le blanchiment d'argent (GTM CBA) est

*(Continued on page 2)*

déterminé, par ses activités, à promouvoir l'application effective de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), en particulier les articles qui traitent du blanchiment de l'argent/corruption (articles 14, 23, 52, 54, 57 et 58).

**Principaux facteurs exacerbant dans la lutte contre le blanchiment de l'argent frauduleux, le recouvrement et le rapatriement des biens détournés.**

- La branche exécutive des gouvernements peut ne pas être déterminée à faire appliquer une loi de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA) et établir des services de renseignements financiers (SRF) si le président/premier ministre ou les ministres sont eux-mêmes impliqués dans des actes de corruption. La corruption à grande échelle et le blanchiment d'argent sont souvent commis par la branche exécutive des gouvernements parce qu'ils détiennent la majorité des leviers de commande du pouvoir. Les chefs d'état et/ou de gouvernements, les ministres de cabinet tout comme les administrateurs supérieurs sont les premières cibles des corrupteurs et acteurs du blanchiment d'argent frauduleux.
- Les initiatives mondiales contre le blanchiment de l'argent sont présentement essentiellement concentrées sur le blanchiment de l'argent de la drogue, la prévention du financement du terrorisme et les fraudes fiscales. Bien que cette approche soit justifiée, le blanchiment de l'argent frauduleux se devrait d'être objet d'une attention plus grande de la part des partenaires de la LCBA, car la corruption est un des principaux facteurs qui empêchent les économies d'atteindre une stabilité financière et une prospérité et, de ce fait, instaure un cercle vicieux de crime et de pauvreté.
- Les blanchisseurs d'argent visent les régimes qui ont les plus faibles systèmes contre le blanchiment d'argent.
- Les SRF peuvent, financièrement, ne pas toujours être suffisamment soutenus et clairement mandatés malgré la mise sur pied d'une loi.
- Elaborer des protocoles aptes à traiter des cas de *Personnes politiquement exposées* (PPE) va, à juste titre au-delà de la définition de PEP et de la surveillance de leurs transactions.
- En dépit des efforts entrepris par l'initiative *Connaitre Son Client* (CSC), les institutions financières se retrouvent, de manière inhérente, en situation de conflits d'intérêts face à un dirigeant corrompu qui souhaite faire un dépôt personnel dans leurs banques.
- Lors d'initiatives de recouvrement de biens, au motif du recouvrement de fonds provenant de la corruption, des politiciens pourraient se lancer dans une «chasse à la sorcière» partisane.
- Voyant en la démarche une ingérence internationale, il pourrait y avoir un manque de collaboration de la part de certaines juridictions envers ceux qui entreprendraient des efforts de recouvrement de biens frauduleux.

**Aller de l'avant**

Les parlementaires jouent un rôle clef dans le processus d'adoption budgétaire et peuvent se valoir de ce pouvoir afin de rendre les gouvernements plus imputables et plus transparents en affaires. Dans le cadre de la surveillance, le parlement peut et se doit d'être proactif dans ses efforts de maintien de l'imputabilité du gouvernement, et ce, à travers un vérificateur public ou un comité de comptes publics. La collaboration entre le secteur public et privé, la création de consensus au sein du parlement, ainsi que l'engagement des citoyens et de la société civile en matière de politiques publiques sont essentiels pour assurer que les parlementaires jouent un rôle en aidant à la promotion de la démocratie. Le parlement relie le peuple au gouvernement en leur offrant un lieu où leurs

*(Continued from page 2)*

besoins peuvent être clairement exprimés, en leur donnant la parole lors d'élaboration de règles de gouvernance, en leur offrant des recours quand il y a abus de pouvoir de la part du gouvernement, et en contribuant aux procédures et valeurs qui soutiennent la culture de la démocratie.

La société civile joue un rôle vital en exigeant la transparence des organes judiciaires et exécutifs, en protestant contre les comportements de corruption de dirigeants et parlementaires, et en renforçant la responsabilisation et l'imputabilité de organes politiques élus ou administratifs. Les parlementaires peuvent bâtir des consensus et des coalitions avec la société civile, les médias et les intellectuels nationaux et internationaux et ils peuvent jouer un rôle prépondérant dans la prévention de la corruption et du blanchiment d'argent.

Dans le cadre de sa lutte contre le blanchiment d'argent, la GOPAC établit des partenariats avec des organisations œuvrant dans le même domaine tels l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, la Banque Mondiale, le Fonds monétaires international, l'Egmont Group et le Groupe d'action

financière sur le blanchiment de capitaux. Certaines dispositions de politiques requièrent une étude collective afin qu'ils puissent être plus efficaces et durable. La GOPAC vise aussi à renforcer sa collaboration avec les banques et plusieurs SRF dans le cadre de l'initiative « connaître son client », elle participe aux activités de sensibilisation conjointes de parlementaires aux enjeux du blanchiment d'argent et les aide à s'engager dans la lutte contre ce problème. En plus, la GOPAC et ses membres jouent un rôle dans la sensibilisation du public mondial face au coût et à l'impact de la subornation et de la corruption sur leurs vies.

Le défi qui se pose à nous, comme l'a récemment déclaré le président Barak Obama, est que « le changement ne saurait se faire si nous attendons qu'il soit fait par quelqu'un d'autre ou en un autre moment ». Nous sommes ceux que nous attendions. Nous représentons le changement que nous cherchons.

A l'attention des membres de la GOPAC

Nous aimerions vous inviter à partager vos expériences régionales ou nationales en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent: exemples de réussite, meilleures pratiques, initiatives législatives tout comme les obstacles empêchant d'améliorer le système de LCBA – tout ce qui, à votre avis, pourrait renforcer la sensibilisation sur ce problème et aider à trouver des solutions fiables aux échelles nationale, régionale et mondiale.

Nous aimerions également inviter les membres intéressés à s'engager de façon plus active dans le GTM CBA à nous contacter pour discuter de leur participation.

Veuillez contacter Irina Koulatchenko, Secrétaire du GTM CBA de la GOPAC, à  
[koulatchenko.irina@gopacnetwork.org](mailto:koulatchenko.irina@gopacnetwork.org)



### La conférence sur les stratégies d'élaboration pour le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption en matière de blanchiment d'argent

Du 21 au 23 octobre 2009, le Bureau de la Commission nationale contre la corruption du Royaume de Thaïlande a abrité une conférence de renforcement des capacités à Bangkok centrée sur les stratégies d'élaboration pour le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption en matière de blanchiment d'argent. L'objectif de base de cet événement était de se focaliser sur les stratégies de repérage qui permettraient aux agences chargées des questions de lutte contre la corruption et de la LCBA d'établir une approche plus efficace et plus efficiente en traitant du lien entre la corruption et le blanchiment de l'argent ainsi que d'améliorer et renforcer la dite approche. La conférence a regroupé des experts imminents en la matière en provenance d'organisations internationales, d'agences nationales gouvernementales, de la classe intellectuelle et de la société civile. Cet événement a été mené de façon interactive, faisant usage de la méthode d'« apprentissage par la pratique » et comprenant, entre les sessions d'ouverture et de fermeture de la plénière, une série d'ateliers et séances encadrées pour des petits groupes.

En sa capacité de chef du GTM CBA, l'Hon. Roy Cullen avait été invité à tenir un discours-programme et à piloter un atelier pour les participants de la conférence.

Dans son allocution, Mr. Cullen a insisté sur le rôle intégral des parlementaires dans la lutte contre le blanchiment d'argent et souligné que la formation de la volonté politique et institutionnelle de contrecarrer le blanchiment de l'argent frauduleux était un des facteurs nécessaires au succès de la lutte. Lors de l'atelier, Mr. Cullen s'est largement penché sur les mécanismes internationaux requis pour améliorer les systèmes de LCBA aux échelles régionale et mondiale. Les participants ont en particulier discuté de l'idée d'une convention internationale contre le blanchiment de l'argent ainsi que des éventuels avantages et désavantages d'une telle entreprise.

Dans l'ensemble, la conférence a été un succès. Elle a donné à nombreux partenaires l'opportunité de discuter des stratégies nécessaires à l'amélioration et au renforcement des mécanismes pour lutter contre la corruption mondiale et le blanchiment d'argent.

Pour plus d'information sur cet événement veuillez, s'il vous plaît, consulter [notre site Internet](#) ou contacter Irina Koulatchenko à [koulatchenko.irina@gopacnetwork.org](mailto:koulatchenko.irina@gopacnetwork.org)

#### LE GROUPE DE TRAVAIL MONDIAL CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT (GTM CBA)

La GOPAC a institué le groupe de travail de parlementaires – présidé par l'Hon. Roy Cullen, ancien membre du Parlement pour Nord Etobicoke (Toronto), Canada. Le groupe de travail comprend également l'Hon. Given Lubinda de la Zambie et Mary K. King, ancien sénateur de Trinidad et Tobago. GTM CBA travaille de concert avec des experts et organisations de lutte contre le blanchiment de l'argent en vue de concevoir une stratégie de complémentarité pour contrecarrer le blanchiment d'argent, le blanchiment de l'argent frauduleux en particulier, et pour promouvoir l'utilisation d'instruments pratiques et de techniques permettant de réduire ou de mettre fin à de telles activités.

Pour plus d'informations veuillez consulter [www.gopacnetwork.org](http://www.gopacnetwork.org)

### 17ème Assemblée plénière du Group Egmont

En mai 2009, l'Hon. Roy Cullen, chef d'équipe du groupe de travail contre le blanchiment de l'argent de la GOPAC, était invité à participer à la 17ème Assemblée plénière du Group Egmont tenue à Doha, Qatar. The Group Egmont est un réseau de services de renseignements financiers (SRF) qui compte présentement 116 SRF à travers le monde. Les services de renseignements financiers sont responsables du suivi du cheminement de l'argent pour contrecarrer le blanchiment.

L'assemblée plénière du Group représentants de SRF, plusieurs internationales spécialisées, des que des représentants de la d'organisations non sur la lutte contre le blanchiment recouvrement de biens GOPAC est de travailler avec le améliorer le rôle vital des SRF renforcement de la coopération d'information dans la lutte l'argent frauduleux.



Egmont a regroupé des organisations agences nationales ainsi société civile et gouvernementales centrées de l'argent et le détournés. Le but de la Groupe Egmont pour dans le processus de internationale et l'échange contre le blanchiment de

Au cours de l'assemblée plénière, Mr. Cullen a eu l'opportunité de faire un exposé devant le Comité de l'équipe de formation, qui lui a permis d'avoir un débat constructif avec les membres du Groupe Egmont. Dans son exposé, Mr. Cullen a insisté sur the lien irréfutable entre la corruption et le blanchiment de l'argent. Il a souligné le rôle des institutions législatives dans la lutte contre ce fléau et ressorti les efforts déployés par la GOPAC pour donner aux parlementaires l'opportunité d'être activement impliqués dans les initiatives contre la corruption et le blanchiment de l'argent. Les parlementaires jouent un rôle important dans la lutte contre le blanchiment de l'argent à travers leur influence sur le plan législatif, par une surveillance rigoureuse des activités du gouvernement et le soutien aux auditeurs parlementaires et, de façon encore plus efficace, au moyen de leur leadership. Mr. Cullen a insisté sur la nécessité pour les parlementaires d'encourager plus activement la coopération mondiale et la réduction des barrières empêchant la mise sur pied de systèmes efficaces de lutte contre le blanchiment de l'argent.

L'assemblée plénière a prouvé que la GOPAC et le Groupe Egmont ont des objectifs communs et valeurs partagées et qu'ils peuvent collaborer à travers des projets conjoints d'un programme d'activités à long terme .

## **CONTACTEZ-NOUS:**

### **Secrétariat Mondial de la GOPAC**

**Irina Koulatchenko**  
Secrétaire

Le groupe de travail mondial  
contre le blanchiment d'argent

Tél: 613.878.7727

Télec.: 613.235.8237

[koulatchenko.irina@gopacnetwork.org](mailto:koulatchenko.irina@gopacnetwork.org)

#### **Adresse postale**

C/O Parliamentary Centre  
255 Albert Street Suite 802  
Ottawa, Ontario K1P 6A9 Canada

Ce bulletin est conçu et issu  
par la



Nous espérons que vous avez apprécié le présent numéro.

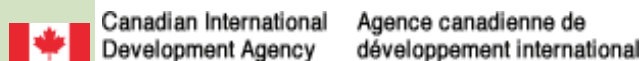
N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et suggestions! Vous pouvez les adresser par courriel à Irina Koulatchenko à [koulatchenko.irina@gopacnetwork.org](mailto:koulatchenko.irina@gopacnetwork.org)

\*Si vous souhaitez vous abonner à ce bulletin, nous vous prions d'en informer Irina Koulatchenko à [koulatchenko.irina@gopacnetwork.org](mailto:koulatchenko.irina@gopacnetwork.org)

\*La GOPAC, ne vendra, ni louera, ni prêtera ses listes d'abonnés et n'y permettra également aucun accès de source externe. La GOPAC ne fera non plus usage de la liste d'abonnés pour un quelconque autre motif que ce soit.

©2010. Organisation Mondiale des Parlementaires Contre la Corruption. Tous droits réservés.

Cette publication a été réalisée grâce au soutien généreux  
de l'Agence canadienne de développement international.



L'Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption (GOPAC) est un réseau international de parlementaires voués au bon gouvernement et à la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans le monde. <http://www.gopacnetwork.org/>